

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 10/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EDILIANS**

Route de Wahagnies  
BP 8  
59133 Phalempin

Références : Contrôle inopiné AIR du 23/05/2023  
Code AIOT : 0007001209

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2023 dans l'établissement EDILIANS implanté Route de Wahagnies BP 8 59133 Phalempin. L'inspection a été annoncée le 08/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2023 de la DREAL Hauts-de-France. Cette visite a été réalisée de manière inopinée. Elle porte sur :  
- le contrôle des rejets atmosphériques de l'établissement Edilians

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDILIANS
- Route de Wahagnies BP 8 59133 Phalempin

- Code AIOT : 0007001209
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Edilians, dont le siège social est basé à Dardilly (69570), appartenait initialement au groupe Imerys, sous le nom Imerys Toiture. La cession a eu lieu en octobre 2018, et la société Edilians est désormais un acteur à vocation européenne centré sur les solutions de la toiture et de la façade.

L'établissement de Phalempin est une usine de fabrication de tuiles plates à partir d'argile et de sables. Il emploie 40 personnes et produit autour de 40 000t annuelles de tuiles en terre cuite.

Le site est régulièrement autorisé pour le travail de l'argile et la fabrication de céramiques et réfractaires par arrêté préfectoral du 29 avril 2009 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2021.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- le contrôle des rejets atmosphériques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 3.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Normes de mesures	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 10	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classées a assisté à la pose du matériel de prélèvement pour la réalisation d'un contrôle inopiné le 23/05/2023 sur les installations de rejet du four de fusion de cuisson des tuiles. Lors du contrôle, les installations fonctionnaient en marche normale et aucun incident de production n'a été signalé. Les résultats du contrôle inopiné ont été transmis à l'inspection le 04/07/2023. Ceux ci montrent que les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.4, ainsi que les quantités maximales rejetées fixées à l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2009 ne sont pas respectées pour les concentrations en monoxyde de carbone, en oxydes d'azote et en oxydes de soufre.

Le délai de 8 mois de la mise en demeure est justifiée par le fait que l'exploitant a le projet d'investir dans un nouvel épurateur permettant de réinsérer une partie de la chaleur des rejets atmosphériques dans les séchoirs. Avec ce nouvel dont la mise en service est prévue en janvier 2024, les concentrations en oxyde d'azote, en oxyde de soufre et en monoxyde de carbone mesurées en sortie de cheminée de rejet seront nettement inférieures aux valeurs limites imposées dans l'arrêté préfectoral, voire quasiment nulles.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 3.2.4		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des rejets atmosphériques		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisés de pression (101,3 kilopascals) et de température (273 kelvins) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).		
Paramètres	Valeur limites d'émission de l'AP du 29/04/2009	
	Concentration Instantanée en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux en kg/h
Poussières	40	0,8
Hcl	50	1
HF gazeux	5	0,1
HF particulaire	5	0,1
Cd+Hg+Ti	0,1	-
As+Se+Te	0,1	-
Nox en équivalent NO2	50	3
CO	120	2,4
COV nm	-	0,2
Sox en équivalent SO2	300	6
Sb+Co+Cr+Cu+Mn+Ni+V+Zn	0,5	-
<b>Constats :</b> Les valeurs mesurées lors du contrôle du 23/05/2023 sont les suivantes :		
Paramètres	Valeur du contrôle inopiné du 30/08/2022	
	Concentration Instantanée en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux en kg/h
Poussières	14,6	0,16
Hcl	8,9	0,01
HF gazeux	7,53	0,08
HF particulaire	0,35	0
Cd+Hg+Ti	0	-
As+Se+Te	0,01	-
Nox en équivalent NO2	<b>59</b>	0,49
CO	<b>132</b>	1,1
COV nm	-	0,19
Sox en équivalent SO2	<b>487</b>	3,82
Sb+Co+Cr+Cu+Mn+Ni+V+Zn	0,04	-
<b>Observations :</b> Non conformité faisant l'objet d'une mise en demeure invitant l'exploitant à se mettre en conformité avec les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 29/04/2009,		

dans le délai de 8 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure,
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 8 mois

## N° 2 : Normes de mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 10	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des rejets atmosphériques	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
Paramètres	Normes de mesures
Poussières	NF EN 1328-4-1
Nox	NF EN 14792
HCL	NF EN 1911
HF	NF X 43-304
Métaux lourds et autres gaz	NF EN 14385
COVT	NF EN 12619
SO2	NF EN 14791
<b>Constats :</b>	
<p>Concernant les poussières, les mesures ont été réalisées par prélèvement réalisé en isocinétisme dans un plan perpendiculaire à la direction du flux gazeux. La concentration en poussière a été déterminée par accroissement du poids du filtre. Cette méthode est conforme à la norme de référence NF EN 13284-1</p> <p>- Concernant les NOx : les mesures de teneur des rejets en Nox ont été réalisées en continue selon la norme NF EN 14792 à l'aide d'un analyseur automatique de Nox avec détection par chimiluminescence</p> <p>- Concernant les chlorures d'hydrogène (HCL) : Le prélèvement a été réalisé dans des conditions isocinétiques puis par absorption dans de l'eau minéralisée, conformément à la norme NF EN 1911.</p> <p>- Concernant les Fluor et composés inorganiques du fluor (HF) : Le prélèvement a été réalisé dans des conditions isocinétiques puis par absorption dans une solution de soude, conformément à la norme NF X 43-304 ;</p> <p>- Concernant les métaux lourds (Plomb, Fe, Al) et les autres gaz : Le prélèvement a été réalisé dans des conditions isocinétiques puis par absorption dans une solution de peroxyde d'hydrogène. La solution d'absorption a été préparée suivant les préconisations de la norme NF EN 14385 et soumise à des effluents gazeux générés par la combustion d'un matériau. La mesure a été réalisée selon l'une des techniques citées dans la norme NF EN 14385.</p> <p>- Concernant les COVT : le prélèvement a été effectué par pompage à l'aide de sonde en acier inoxydable. Les analyseurs ont été calibrés sur site avec des gaz étalons de concentration appropriée à la gamme de mesure. La méthode est conforme à la norme NF EN 12619.</p> <p>- Concernant les dioxydes de soufre (SO2) : Le prélèvement a été réalisé dans des conditions isocinétiques puis par absorption dans une solution de peroxyde d'hydrogène, conformément à la norme NF EN 14791 ;</p>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet	